

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					La ligne 80 frs
Togo, France et autres pays d'expression française 100 frs					Minimum 250 frs
Etranger : Port en sus					Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

1989

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- 22 mars — Décision n° 266/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du service de gestion de la maison du R.P.T. 230
- 22 mars — Décision n° 267/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du secrétariat de la jeunesse du rassemblement du peuple togolais (J.R.P.T.) 230
- 22 mars — Décision n° 268/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du rassemblement du peuple togolais. 231
- 22 mars — Décision n° 269/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du service de gestion de la maison du rassemblement du peuple togolais. 231
- 22 mars — Décision n° 270/MEF/FCS accordant une subvention au budget de fonctionnement de l'école nationale d'administration (ENA). 231
- 22 mars — Décision n° 271/MEF/FCS accordant une subvention au budget de fonctionnement de la Croix Rouge togolaise. 231
- 22 mars — Décision n° 272/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du centre d'éducation ouvrière de Lomé (C.O.L.) 231

- 22 mars — Décision n° 273/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du secrétariat de la confédération nationale des travailleurs du Togo (C.N.T.T.) 231
- 22 mars — Décision n° 274/MEF/FCS accordant une subvention au budget de fonctionnement de l'Université du Bénin. 232
- 24 mars — Décision n° 281/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministère de l'environnement et du tourisme. 232
- 24 mars — Décision n° 282/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du développement rural. 232
- 24 mars — Décision n° 283/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement de la trésorerie générale du R.P.T. 231
- 24 mars — Décision n° 284/MEF/FCS accordant une subvention à l'association togolaise de la recherche scientifique (A.S.T.O.RES). 232
- 24 mars — Décision n° 285/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du centre régional d'éducation ouvrière de Kara (C.R.E.O — KARA). 231

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1989

- 10 mars — Arrêté n° 214/MTEP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. 232
- 21 mars — Arrêté n° 245/MTEP portant promotion dans le corps des fonctionnaires des contributions directes. 232
- Arrêté portant admissions dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, détachements, révocations, rappels à l'activité, reprise de fonctions, licenciement, admissions à la retraite, arrêtés rapportés portant nominations et rectificatif à un précédent arrêté portant admission dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement. 232

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1989

- 9 mars — Arrêté n° 9/METFP portant création d'un diplôme de technicien supérieur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs. 236

- 9 mars — Arrêté n° 10/METFP portant création d'un diplôme supérieur de secrétariat de direction. 236
- 9 mars — Arrêté n° 11/METFP portant création d'un diplôme universitaire de technologie en gestion. 236

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

- 28 mars — Décision n° 14/MISE/CAB portant création et composition d'un comité permanent au port autonome de Lomé. 237

1989

MINISTERE DU PLAN ET DES MINES, DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

- 4 avr. — Arrêté n° 12/MPM/DGPD/DFCEP portant création d'une caisse d'avance et nomination de régisseur. 237

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

- Arrêtés portant nominations. 238

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1989

- 20 mars — Arrêté n° 5/MDR/DGDR/DEFA portant ouverture de concours. 238

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1989

- 3 mars — Arrêté n° 103/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. TOFFA Anumu Koahlin. 238
- 10 mars — Arrêté n° 105/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu LAWSON Somadjé Tété. 239
- 13 mars — Arrêté n° 106/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DOGBEVI Kodjo Adzizon. 239
- 13 mars — Arrêté n° 107/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BAKARY-LARE Oumouou Kanbolé. 239
- 13 mars — Arrêté n° 108/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AGNEKETHOM Mewa. 239
- 13 mars — Arrêté n° 109/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. FOLI Koumaké. 239
- 13 mars — Arrêté n° 110/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DADJO Dourma Gnassingbé. 240
- 15 mars — Arrêté n° 112/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu TANOGA Niamgoulam. 240
- 15 mars — Arrêté n° 113/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ASSANGNI Boi Kowovi. 240
- 16 mars — Arrêté n° 115/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BALOUKI Tétouchaki Maatchatom. 241
- 16 mars — Arrêté n° 116/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BABALIMA Koutera Dissama. 241
- 16 mars — Arrêté n° 117/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AYAKPE Messan Kossi. 241
- 16 mars — Arrêté n° 118/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. LAWSON-EVI Gogonata. 241
- Arrêté n° 63/MEF/CR du 8 février 1973 portant concession d'une pension de retraite à M. AYI Séwa (Franck) (rectificatif). 242
- Arrêté n° 478/MEF/CR du 4 décembre 1973 portant concession d'une pension de retraite à M. EDOH Bossou (Antoine) (rectificatif). 242
- Arrêté n° 40/MEF/CR du 19 février 1988 portant concession d'une pension de retraite à M. KOUVAHEY Ekoué Djito (rectificatif). 242
- Arrêté n° 97/MEF/CR du 27 mars 1970 portant concession d'une pension de retraite à M. ALALABAM Tétoudou (rectificatif). 242
- Arrêté n° 385/MEF/CR du 6 octobre 1982 portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ATANGBE Bawa (rectificatif). 242

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

- Tribunal Spécial du Togo (Affaires de détournements de deniers publics). 243
- Rôle d'audience. 244
- Avis d'appel d'offres (pour les travaux d'extension de l'immeuble abritant actuellement la direction de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels et la direction des affaires communes à Lomé). 245
- ECOBANK-TOGO (bilan au 30 septembre 1988). 245
- Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation et de bornage). 246
- Avis de perte de Titres Fonciers. 259

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 266-MEF-FCS du 22-3-89 — Est autorisée le paiement de la somme de trente quatre millions trois cent trente six mille (34.336.000) francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget du service de gestion de la maison du R.P.T. (dépenses de personnel) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles de dix sept millions cent soixante huit mille (17.168.000) francs CFA et virée au compte n° 143 ouvert dans les écritures du trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 267-MEF-FCS du 22-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du secrétariat de la jeunesse du rassemblement du peuple togolais (J.R.P.T.) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles soit cinq millions (5.000.000) de francs CFA et virée au compte n° 50.115 ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 268-MEF-FCS du 22-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de deux cent soixante quatre millions (264.000.000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget du rassemblement du peuple togolais (Lomé et Kara) dans les conditions suivantes au titre de l'année 1989 :

— Fonctionnement	150.000.000
— Divers	16.000.000
— Pièces de recharges et autres	13.000.000
— Secrétariat du R.P.T.	40.000.000
— Dépenses communes	45.000.000
	<hr/>
	264.000.000

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles soit soixante six millions (66.000.000) de francs CFA et virée au compte n° 011 ouvert auprès du trésor public — Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 269-MEF-FCS du 22-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de cent cinquante millions (150.000.000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du service de gestion de la maison du rassemblement du peuple togolais au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles soit trente sept millions cinq cent mille (37.500.000) francs CFA et virée au compte n° 143 ouvert dans les écritures du trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 272-MEF-FCS du 22-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de six millions (6.000.000) de francs CFA représentant la contribution financière de l'Etat au budget de fonctionnement du centre d'éducation ouvrière de Lomé (C.E.O.L.) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36.400.023-U ouvert à la B.I.A.O. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 273-MEF-FCS du 22-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du secrétariat de la confédération nationale des travailleurs du Togo (C.N.T.T.) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles soit deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA et virée au compte n° 50.127 ouvert à

l'union togolaise de banque — Lomé au nom de la C.N.T.T.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 283-MEF-FCS du 24-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement de la trésorerie générale du R.P.T. au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles, soit deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA et virée au compte n° 012 ouvert auprès du trésor public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 27, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 285-MEF-FCS du 24-3-89 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, représentant la contribution financière de l'Etat au budget de fonctionnement du centre régional d'éducation ouvrière de Kara (C.R.E.O.-Kara) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 3250.005 ouvert à l'union togolaise de banque à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Subventions

Décision n° 270-MEF-FCS du 22-3-89 — Une subvention de soixante treize millions six cent vingt et un mille (73.621.000) francs CFA est accordée au budget de fonctionnement de l'école nationale d'administration (ENA) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 440-22/ENA ouvert dans les écritures du trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 92, article 0000, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 271-MEF-FCS du 22-3-89 — Une subvention de cinq millions (5.000.000) de francs CFA est accordée au budget de fonctionnement de la Croix Rouge Togolaise au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 313.000.1974 à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 23, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au

Décision n° 274-MEF-FCS du 22-3-89 — Une subvention de deux milliards six cent millions (2.600.000.000) de francs CFA est accordée au budget de fonctionnement de l'Université du Bénin au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles de six cent cinquante millions (650.000.000) de francs CFA et virée au compte n° 440-21 ouvert dans les écritures du trésor public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 27, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 284-MEF-FCS du 24-3-89 — Une subvention de cinq millions (5.000.000) de francs CFA est accordée à l'association togolaise de la recherche scientifique (AS.TO.RES) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 003 ouvert dans les écritures du trésor public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 27, chapitre 92, article 0000, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloquages de crédits

Décision n° 281-MEF-FCS du 24-3-89 — Il est mis à la disposition du ministère de l'environnement et du tourisme, un crédit de trois millions six cent trente mille (3.630.000) francs CFA pour couvrir les frais de participation du Togo, du 4 au 9 mars 1989, à la bourse internationale du tourisme de Berlin — (ITB) en République Fédérale d'Allemagne.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tazzou Kokou, régisseur de l'office national togolais du tourisme qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours, les pièces justificatives afférentes au paiement des dépenses à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 39, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65.

Décision n° 282-MEF-FCS du 24-3-89 — Il est mis à la disposition du ministre du développement rural, un crédit de deux millions (2.000.000) de francs CFA en vue de faire face aux dépenses d'organisation de la 27e réunion du conseil des ministres de la communauté économique du bétail et de la viande (C.E.B.V.) du conseil de l'entente qui se tiendra à Lomé du 24 au 28 février 1989.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales).

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 214-MTFP du 10-3-89 — M. Kampatibé Nagbandja, n° mle 028066-L, médecin ordinaire 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, est promu au grade de médecin-en-chef 1er échelon (indice 1900) à compter du 7 juillet 1986 (AC : 2 ans).

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 7 juillet 1988 (AC : épuisée).

Arrêté n° 245-MTFP du 21-3-89 — M. Abdoulaye Soulémane, n° mle 015947-V, inspecteur des impôts de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des contributions directes, est promu au grade d'inspecteur des impôts principal 1er échelon (indice 2350) à compter du 2 mars 1988.

Admission

Arrêté n° 257-MTFP du 21-3-89 — M. Gnémégna Komlan Domotor Ayéwoubou, titulaire du baccalauréat série A4, de la licence en droit (option : droit public — ancien régime), du diplôme de l'institut international d'administration publique (I.I.A.P.) de Paris, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur-civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 12 janvier 1976 et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 11 du budget général).

M. Gnémégna Komlan Domotor Ayéwoubou, administrateur-civil 1er échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 12 janvier 1977 (AC : 1 an).

L'intéressé passe au 2e échelon de son grade à compter du 12 janvier 1978 (ancienneté épuisée).

M. Gnémégna Komlan Domotor Ayéwoubou, administrateur-civil 2e échelon qui a suivi avec succès, un stage de formation professionnelle au centre pour l'assistance financière aux pays africains (FINAFRICA) de Milan (Italie) pour une durée d'un an, est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 1er juillet 1978.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 12 janvier 1978 date du dernier avancement automatique de l'intéressé.

La situation administrative de M. Gnémégna Komlan Domotor Ayéwoubou est régularisée comme suit :

- 12-1-80 — administrateur-civil 4e échelon
- 12-1-82 — administrateur-civil principal 1er échelon
- 12-1-84 — administrateur-civil principal 2e échelon
- 12-1-86 — administrateur-civil principal 3e échelon
- 12-1-88 — administrateur-civil en chef 1er échelon (indice 2350).

Détachements

Arrêté n° 204-MTFP du 2-3-89 — Mlle Kuwonu Ama Dzibodi Senamey, n° mle 014308-N, adjoint administratif de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction des sociétés d'économie mixte, placée dans la position de détachement suivant arrêté n° 459-MTFP du 15 avril 1986 pour servir auprès du programme des nations unies pour le développement (P.N.U.D.) est maintenue dans la même position pour une nouvelle période de cinq (5) ans valable du 26 mars 1988 au 25 mars 1993 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de Mlle Kuwonu Ama ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo seront à la charge du P.N.U.D.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 221-MTFP du 13-3-89 — Il est mis fin à compter du 18 septembre 1988 au détachement de M. Fiagan Yaovi Sésé, n° mle 106467-D, ingénieur d'agriculture de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits auprès du centre régional africain de technologie (CRAT) à Dakar.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du plan et des mines.

Arrêté n° 226-MTFP du 13-3-89 — M. Adjonou Kaségné, n° mle 015416-S, ingénieur des travaux agricoles de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits relevant du ministère du développement rural, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société nationale pour la rénovation et le développement de la cacaoyère et de la caféière (S.R.C.C.).

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Adjonou ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de ladite société.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté prend effet à compter du 4 janvier 1989.

Arrêté n° 227-MTFP du 13-3-89 — M. Fiagan Yaovi Sésé, n° mle 106467-D, ingénieur d'agriculture de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits relevant du ministère du plan et des mines, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Côte d'Ivoire pour une période de cinq (5) ans, valable du 18 septembre 1988 au 17 septembre 1993 inclus.

Durant la période de détachement, les émoluments de l'intéressé ainsi que la contribution complémentaire

de 20% à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge de ladite organisation.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 252-MTFP du 23-3-89 — Il est mis fin à compter du 13 février 1989 au détachement auprès de la communauté électrique du Bénin (C.E.B.) de M. Amefia-Koffi Yao, n° mle 011174-Y, ingénieur des travaux publics de 1re classe 3e échelon.

M. Amefia-Koffi Yao, n° mle 011174-Y, ingénieur des travaux publics de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, relevant du ministère de l'équipement et des postes et télécommunications, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la compagnie énergie électrique du Togo (C.E.E.T.).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Amefia-Koffi ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de ladite compagnie.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté prend effet à compter du 13 février 1989.

Arrêté n° 253-MTFP du 23-3-89 — Il est mis fin pour compter du 9 avril 1989 au détachement de M. Amedonouh Sossah, n° mle 001802-U, inspecteur en chef 3e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications auprès de l'institut africain des caisses d'épargne (I.A.C.E.).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications.

Révocations

Arrêté n° 230-MTFP du 13-3-89 — M. Bélévi Toï, n° mle 034067-V, préposé des douanes 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la douane en service à la brigade du port de Lomé, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension à compter du 1er janvier 1989 pour faute grave.

Arrêté n° 237-MTFP du 15-3-89 — M. Adom Kokou, n° mle 013250-U, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à la télévision nationale à Lomé, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension pour faute grave commise.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 225-MTFP du 13-3-89 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits relevant du ministère du dé-

veloppement rural qui ont été placés et maintenus dans la position de disponibilité sans traitement pour études suivant arrêtés n° 931 et 1012-MTFP des 22 septembre 1986 et 15 octobre 1987, sont rappelés à l'activité dans les conditions suivantes :

26 décembre 1988

M. Azovidé Yao Séwou, n° mle 020110-Q, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon

4 janvier 1989

M. Adjonou Kasségné, n° mle 015416-S, ingénieur des travaux agricoles de 1re classe 3e échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre du développement rural.

Arrêté n° 236-MTFP du 15-3-89 — M. Goka Kodjo Edem, n° mle 020411-V, secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service à la direction générale du plan et du développement à Lomé qui a été placé dans la position de disponibilité sans traitement pour études suivant arrêté n° 235-MTFP du 15 mars 1989, est rappelé à l'activité à compter du 2 août 1982 et remis à la disposition du ministre du plan et des mines.

Arrêté n° 258-MTFP du 5-4-89 — M. Napo N. Sébou, n° mle 003221-X, administrateur en chef de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, temporairement exclu de ses fonctions suivant arrêté n° 1096-MTFP du 26 décembre 1988, est rappelé à l'activité à compter du 1er mars 1989.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération.

Reprise de service

Arrêté n° 216-MTFP du 10-3-89 — Est constatée à compter du 6 février 1989, la reprise de fonctions de Mlle Bénissan Mablé Daté Doh, n° mle 034715-V, infirmière d'Etat de 2e classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, temporairement exclue de ses fonctions suivant arrêté n° 944-MTFP du 4 novembre 1988.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Arrêté n° 217-MTFP du 13-3-89 — Est constatée à compter du 1er février 1989, la reprise de fonctions des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles précédemment en service à la radiodiffusion de Kara qui ont été temporairement exclus de leurs fonctions suivant arrêté n° 1021-MTFP du 30 novembre 1988.

MM. Kpatcha Komlan, n° mle 011746-L, adjoint technique des T.P. 1er échelon

N'Gnama Tchaa, n° mle 011748-E, agent de maîtrise des T.P. adjoint 4e échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information.

Arrêté n° 218-MTFP du 13-3-89 — Est constatée à compter du 31 janvier 1989, la reprise de fonctions des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, temporairement exclus de leurs fonctions suivant arrêté n° 1021-MTFP du 30 novembre 1988.

MM. Awadé Kossi, n° mle 032706-C, prof. de l'enseignement général de 3e classe 4e échelon

Sama K. Tchao Abissouwé, n° mle 005197-P, conseiller d'orientation de 2e classe 1er éch.

Tchangai Farara Simtona, n° mle 008252-W, instituteur de 2e cl. 4e éch.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Arrêté n° 231-MTFP du 14-3-89 — Est constatée à compter du 13 mars 1989, la reprise de fonctions de M. Dogbé Kpoti Agbékogni Seedem, n° mle 004694-Y, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a été temporairement exclu de ses fonctions suivant arrêté n° 37-MTFP du 9 janvier 1989 et remis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique par arrêté n° 67-MTFP du 19 janvier 1989.

Arrêté n° 232-MTFP du 15-3-89 — Est constatée à compter du 25 janvier 1989, la reprise de fonctions des agents ci-après désignés du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine qui ont été temporairement exclus de leurs fonctions suivant arrêté n° 985-MTFP du 23 novembre 1988.

MM. Anako Dimassinao Atefémbou, n° mle 030403-M, agent de promotion sociale de 2e classe 4e échelon en service au centre social de Kouméa (préfecture de la Kozah).

Tarkpessou Simtora Kossi, n° mle 028827-D, agent de promotion sociale CODHANI (coopérative des handicapés) de Niamtougou (préfecture de Doufelgou).

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Arrêté n° 243-MTFP du 20-3-89 — Est constatée à compter du 1er février 1989, la reprise de fonctions de M. Possia Abalossiyou Pakoussouhou, n° mle 030899-V, ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits précédemment en service à la direction régionale du développement rural de la région de la Kara, temporairement exclu de ses fonctions suivant arrêté n° 1021-MTFP du 30 novembre 1988.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du développement rural.

Arrêté n° 255-MTFP du 27-3-89 — Est constatée la reprise de fonctions des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police, relevant du ministère de l'intérieur et de la sécurité, temporairement exclus de leurs fonctions suivant arrêté n° 1009-MTFP du 28 novembre 1988.

MM. Abassa Kodjo Edjé, n° mle 008986-L, gardien de la paix 7e échelon

Sandani Nagbandja, n° mle 016152-A, gardien de la paix 5e échelon

Attipou Attisso Amevi, n° mle 035369-T, gardien de la paix 1er échelon.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de reprise de service des intéressés.

Arrêté n° 256-MTFP du 27-3-89 — Est constatée à compter du 19 février 1989, la reprise de fonctions de M. Anyoh Edem Tettey, n° mle 032228-C, instructeur de jeunesse et d'animation de 2e classe 3e échelon, temporairement exclu de ses fonctions suivant arrêté n° 1052-MTFP du 15 décembre 1988.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture.

Licenciement

Arrêté n° 203-MTFP du 2-3-89 — M. Amana Kodjo Tawondan, n° mle 031070-Y, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon, stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en formation accélérée à l'école normale supérieure d'Atakpamé est licencié de ses fonctions à compter du 14 décembre 1988 pour abandon de poste.

Retraite

Arrêté n° 213-MTFP du 6-3-89 — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 1046-MTFP du 27 octobre 1987 portant admission à la retraite sont modifiées comme suit :

M. Amenouvor-Fiaty Kokou, n° mle 002299-M, assistant principal 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'aéronautique civile, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-1er alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 215-MTFP du 10-3-89 — M. Dossou Kinmidé Viho, n° mle 002143-R, brigadier-chef de police 2e échelon du cadre des fonctionnaires de la police en service à la direction de la sûreté nationale est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1989, pour limite d'âge.

Arrêté n° 251-MTFP du 23-3-89 — M. Bakar Kodjo Mixose, n° mle 033591-H, ingénieur-adjoint de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à l'institut national pour la rénovation de la cacaoyère et de la caféière à Tové (Préfecture de Kloto), est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er juillet 1989 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêtés rapportés

Arrêté n° 234-MTFP du 15-3-89 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 524-MTFP du 25 février 1985 portant nomination et révision de situation administrative de Mlle Atchikiti Ablavi Obidon, n° mle 025617-B.

Arrêté n° 239-MTFP du 20-3-89 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 39-MTFP du 9 janvier 1989 portant nomination de M. Bawa Lawe Moutarou, administrateur civil 2e échelon précédemment en service à la Présidence de la République.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 2 mars 1989 à l'arrêté n° 692-MTFP du 8 septembre 1988 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré ou du certificat de fin d'études normales (CFEN-ENI-LJE), admis aux concours directs de recrutement des fonctionnaires (session des 14 et 15 avril 1987), sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie-B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Après :

- Ouro-Bodi Méatchi
- Dzinakou Koku Zémetsi

Lire :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré ou du certificat de fin d'études normales (CFEN-ENI-LJE), admis aux concours directs de recrutement des fonctionnaires (session des 14 et 15 avril 1987), sont nom-

més dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Après :

- Ouro-Bodi Méatchi
- Dzinaku Koku Zémetsi.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARRETE n° 9-METFP du 9 mars 1989 portant création d'un diplôme de technicien supérieur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs.

Le ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret n° 70-156 du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu les décrets n° 70-157 du 14 septembre 1970 et n° 72-181 du 5 septembre 1972, portant création des écoles de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret n° 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 84-165 du 13 septembre 1984, portant restructuration du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 50-MEN-RS du 19 juillet 1985, portant restructuration de l'école supérieure de mécanique industrielle (ESMI) en une école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI) ;

Sur la proposition du recteur, président du conseil de l'Université du Bénin,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé à l'Université du Bénin un diplôme dénommé : diplôme de technicien supérieur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs.

Art. 2 — Le diplôme de technicien supérieur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs est destiné à sanctionner la fin des études dans la filière courte de l'école nationale supérieure d'ingénieurs à l'issue de la troisième année de formation.

Art. 3 — Le recteur, président du conseil de l'Université du Bénin est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 9 mars 1989

Koffi O. Edoh

ARRETE n° 10-METFP du 9 mars 1989 portant création d'un diplôme supérieur de secrétariat de direction.

Le ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret n° 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'Université du Bénin ;

Vu les décrets n° 70-157 du 14 septembre 1970 et 72-181 du 5 septembre 1972, portant création des écoles de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret n° 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 84-165 du 13 septembre 1984 portant restructuration du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 86-25-METFP du 19 août 1986, portant création de l'école supérieure de secrétariat de direction ;

Sur proposition du recteur, président du conseil de l'Université du Bénin ;

A R R E T E :

Article premier — Il est créé à l'Université du Bénin un diplôme dénommé : diplôme supérieur de secrétariat de direction (DSSD).

Art. 2 — Le diplôme supérieur de secrétariat de direction est destiné à sanctionner la fin des études à l'école supérieure de secrétariat de direction à l'issue de la troisième année de formation.

Art. 3 — Le recteur, président du conseil de l'Université du Bénin, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 9 mars 1989

Koffi O. Edoh

ARRETE n° 11-METFP du 9 mars 1989 portant création d'un diplôme universitaire de technologie en gestion.

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret n° 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'Université du Bénin ;

Vu les décrets n° 70-157 du 14 septembre 1970, et 72-181 du 5 septembre 1972, portant création des écoles de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret n° 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 84-165 du 13 septembre 1984, portant restructuration du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 86-16-METFP du 2 juin 1986, portant création de l'institut universitaire de technologie de gestion (IUT-GESTION) ;

Sur proposition du recteur, président du conseil de l'Université du Bénin,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé à l'Université du Bénin, un diplôme dénommé diplôme universitaire de technologie en gestion.

Art. 2 — Le diplôme universitaire de technologie en gestion est destiné à sanctionner la fin des études à l'institut universitaire de technologie de gestion à l'issue de la troisième année de formation.

Art. 3 — Le recteur, président du conseil de l'Université du Bénin est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 mars 1989

Koffi O. Edoh

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

DECISION n° 14-MISE-CAB du 28-3-89 portant création et composition d'un comité permanent au port autonome de Lomé.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT,

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu le décret n° 88-132 du 28 juillet 1988 portant attributions et réorganisation du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat ;

Vu les décrets n°s 88-194 du 21 décembre 1988 et 89-32 du 7 mars 1989 modifiant le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement,

D E C I D E :

Article premier — Il est créé un comité permanent chargé d'assister le conseil d'administration du port autonome de Lomé dans la préparation de ses travaux et de traiter toutes les questions que lui soumettent le conseil d'administration et la direction générale du P.A.L. Il reçoit les directives du président du conseil et lui rend compte de ses travaux.

Art. 2 — Le comité est composé comme suit.

M. Amedon Essè, directeur des sociétés d'Etat ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat.

M. Tamata Comlanvi Addra, conseiller technique, ministère du plan et des mines.

M. Kwame Meyisso, directeur de cabinet, ministère du commerce et des transports.

M. Comlan Ahiakpor, directeur des finances, ministère de l'économie et des finances

M. Codjo Agbokou, inspecteur général d'Etat

M. Yaovi Bolouvi, directeur général de Brossette Valor Togo représentant la chambre de commerce d'industrie et d'agriculture du Togo.

Art. 3 — Le comité se réunit au moins quatre fois par an sur convocation de son président et présente aux membres du conseil d'administration un rapport sur ses réunions.

Art. 4 — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 mars 1989

Gbondjidè Koffi Djondo.

MINISTERE DU PLAN ET DES MINES, DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

ARRETE n° 12-MPM-DGPD-DFCEP du 4 avril 1989 portant création d'une caisse d'avance et nomination de régisseur.

LE MINISTRE DU PLAN ET DES MINES,

Vu l'arrêté n° 49-F du 17 mai 1921 promulguant au Togo le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'Outre-Mer ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la convention FED n° 4114-TO projets n°s 5103-33-52-055/6100-33-52-006 appui au développement de la culture attelée (TO/6005).

Vu le devis annuel approuvé le 30 janvier 1989 ;

Vu la lettre n° 765-MDR du 27 mars 1989 du ministère du développement rural ;

A R R E T E :

Article premier — Il est créé auprès de la direction du projet ranch de l'Adélé, une caisse d'avance, aux fins d'assurer le paiement des dépenses sur devis, dans le cadre de l'exécution du projet susvisé.

Art. 2 — La dotation initiale de la caisse d'avance sera de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA compte tenu de la nécessité et de l'urgence des diverses acquisitions à faire en cette période de démarrage du projet.

Elle fera l'objet d'un virement à l'union togolaise de banque (UTB) à Atakpamé au compte n° 423-0004805 par l'intermédiaire de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) à Lomé sur mandatement du directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et après visa du délégué de la commission des communautés européennes.

Art. 3 — Le réapprovisionnement de la caisse d'avance s'effectuera sur présentation des pièces justificatives réglementaires visées par le directeur du projet. Les pièces justificatives seront classées par rubrique à l'appui d'un bordereau récapitulatif établi dans les formes réglementaires et dûment approuvé par le

gestionnaire de la caisse d'avance ; elles seront ensuite soumises aux visas du conseiller à la délégation du FED et de l'ordonnateur national suppléant, directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan. Le bordereau sera fourni en cinq (5) exemplaires.

Art. 4 — M. Tanta Mananwayabé Lébem, ingénieur d'élevage de 1re classe 2e échelon, directeur du projet est nommé régisseur de la caisse d'avance.

Art. 5 — En fin d'opération, le solde du compte de la caisse d'avance sera reversé au compte des projets n°5100-33-52-055/8100-33-52-006 auprès du payeur-délégué (agence locale de la BCEAO à Lomé).

Art. 6 — Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1989

B. M. Barqué

Visé à Lomé, le 4 avril 1989

*Le délégué de la Commission
des Communautés Européennes,
G. Dunkelsbuhler.*

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Nominations

Arrêté n° 3-MJSC-CAB du 21-3-89 — M. Abalo Komlan Kotilé, professeur d'éducation physique et sportive de 2e classe 3e échelon, est nommé secrétaire général de la zone III du conseil supérieur des sports en Afrique.

M. Abalo Komlan Kotilé est chargé du fonctionnement administratif du secrétariat permanent et de l'organisation de toutes les activités sportives de la zone III qui a son siège à Lomé.

Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Arrêté n° 4-MJSC-CAB du 23-3-89 — M. Adom Abo-tchi, professeur d'éducation physique et sportive de 2e classe 2e échelon, est nommé chef de la division administrative, financière et du matériel, directeur-adjoint de l'éducation physique et des sports.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Ouverture de concours

Arrêté n° 5-MDR-DGDR-DEFA du 20-3-89 — Des concours d'entrée à l'école inter-états d'ingénieurs de l'équipement rural (E.I.E.R.) de Ouagadougou au Burkina Faso sont ouverts à Lomé les 25, 26, 27, 28 avril 1989.

— Peuvent se présenter à ces concours :

A — Concours direct :

Les candidats ayant le niveau DUES complet physique — chimie ou mathématique — physique.

B — Concours professionnel :

Les titulaires du diplôme de technicien supérieur de l'hydraulique et de l'équipement rural (ETSHER) de Kamboinsé au Burkina Faso, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

C — Admission sur titre :

Les candidats sur titre doivent être titulaires du DUES complet de mathématiques ou physique-chimie.

D — Concours pour la formation post-universitaire :

Ce concours est ouvert d'une part :

- aux ingénieurs ayant l'équivalence de la maîtrise es sciences.
 - aux étudiants ayant une maîtrise es sciences.
- D'autre part :
- aux titulaires d'un diplôme d'agronomie générale.
 - aux ingénieurs n'ayant pas l'équivalence de la maîtrise es sciences.

Les dossiers de candidature sont adressés à la direction de l'enseignement et de la formation agricoles B.P. 2254 à Lomé, au plus tard le 15 avril 1989.

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 103-MEF-CR du 3-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de huit cent huit mille quatre cent quatre (808.404) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Toffa Anumu Koahlin, conseiller d'orientation de 2e classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Toffa Anumu Koahlin pour compter du 1er janvier 1989, une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Adjoa Sika, née le 14 décembre 1964

Koku, né le 12 avril 1967

Komla, né le 11 mars 1969

Afi, née le 28 mai 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt un mille deux cent soixante (121.260) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Toffa Anumu Koahlin pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son 5e enfant.

Ayéfua Esi, née le 4 août 1974.

Arrêté n° 105-MEF-CR du 10-3-89 — Il est attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Lawson Assoupi née Kpodo, épouse de feu Lawson Somadjé Tévi, infirmier d'Etat principal 3e échelon, indice 1000, pourcentage 68%, décédé le 24 octobre 1983, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante neuf mille quatre cent soixante huit (268.468) francs pour compter du 21 octobre 1987.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2, il est attribué à Mme veuve Lawson Assoupi née Kpodo, une majoration pour enfants au taux annuel de cinquante trois mille huit cent quatre-vingt quatorze (53.894) francs pour compter du 21 octobre 1987, au titre de ses enfants ci-après désignés :

Nadouvi, née le 24 février 1954

Boèvi Ata, né le 11 décembre 1955

Koko, née le 16 juin 1957

Fessou, né le 24 août 1959

Messan, né le 18 avril 1968.

Arrêté n° 106-MEF-CR du 13-3-89 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Dogbevi Afiwo (née Yawo), épouse de feu Dogbevi Kodjo Adzivon, instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon (indice 850, pourcentage 28%) décédé le 24 décembre 1987, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt quatorze mille trois cent seize (94.316) francs pour compter du 1er novembre 1987.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er novembre 1987, à chacun des orphelins ci-après désignés :

Yawavi, née le 12 janvier 1978

Kossivi, né le 25 juin 1978

Abravi, née le 9 décembre 1980

Akuvi, née le 7 novembre 1984

Kofi, né le 26 décembre 1986.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23, paragraphe 3, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Dogbevi Afiwo (née Yawo), tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 107-MEF-CR du 13-3-89 — Une pension proportionnelle (pourcentage 30%) au montant annuel de cent deux mille deux cent quarante (102.240) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du

Togo, à M. Bakary-Laré Oumorou Kanbolé, gardien de la paix 5e échelon du corps du personnel de la sûreté nationale (indice 430) admis à la retraite pour invalidité.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1987.

Arrêté n° 108-MEF-CR du 13-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de huit cent cinquante neuf mille neuf cent vingt (859.920) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Agnékéthom Mèwa, instituteur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Agnékéthom Mèwa, pour compter du 1er janvier 1989, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Massalou, née le 7 novembre 1963

Mésséya, née le 8 janvier 1964

Médéouyo, née le 4 juin 1964

Patamasname, né le 20 mai 1966

Akanaou, née le 22 janvier 1967

Pawoumotom, né le 31 janvier 1967.

Le montant annuel de majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quatorze mille neuf cent quatre-vingts (214.980) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Agnékéthom Mèwa pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 17e rang) ci-après désignés :

Pagnim, né le 22 mars 1969

Essotina, né le 26 mars 1970

Essoham, né le 29 juin 1971

Hodhalou, née le 4 février 1973

Tchilabalo, né le 9 avril 1975

Piyabalo, né le 13 juillet 1976

Tchilabalo, né le 30 mars 1978

Ekomo, née le 11 mai 1980

Hodalo, née le 27 juin 1980

Paham, né le 14 octobre 1982

Pyalou, née le 9 avril 1985.

Arrêté n° 109-MEF-CR du 13-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de huit cent vingt et un mille huit cent soixante seize (821.876) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Foli Kounaké, technicien supérieur de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de la météorologie et de l'aviation civile (indice 1.700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1987.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Foli Kounaké, pour comp-

ter du 1er avril 1987, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Ayélé, née le 18 janvier 1959
Ayoko, née le 9 décembre 1960
Kayi, née le 17 décembre 1962
Ayélévi, née le 27 novembre 1963
Tchotchovi, née le 15 juin 1964
Ekue, né le 16 juillet 1965.

Le montant annuel de la majorité prévue ci-dessus est fixé à deux cent cinq mille quatre cent soixante huit (205.468) francs pour compter du 1er avril 1987.

M. Foli Kounaké pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1987 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 12e rang) ci-après désignés :

Ekué, né le 28 avril 1969
Kouévi, né le 27 mai 1969
Ahuefa, née le 4 avril 1974
Kouassivi, né le 24 novembre 1974
Kafui, née le 11 avril 1976.

Arrêté n° 110-MEF-CR du 13-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67% au montant annuel de trois cent cinquante cinq mille sept cent soixante seize (355.776) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Dadjo Dourma Gnassingbé, commis d'administration de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Dadjo Dourma Gnassingbé, pour compter du 1er avril 1988, une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kossi Boromta, né le 1er septembre 1963
Bakela Balonda, né le 26 novembre 1965
Basasaga Olguea, né le 10 septembre 1968
Oguema Bafeyi, né le 25 septembre 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille trois cent soixante huit (53.368) francs pour compter du 1er avril 1988.

M. Dadjo Dourma pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 10e rang) ci-après désignés :

Mawoulawoe O., née le 21 mai 1973
Koubinaka B., née le 19 mai 1974
Gnideyada, née le 13 février 1977
Goyénda, née le 7 août 1981
Maberaamba, née le 28 septembre 1983
Djaimé, née le 25 mars 1987.

Arrêté n° 112-MEF-CR du 15-3-89 — Il est attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Tanoga Mabadina née Batala épouse de feu Tanoga Niamgoulam, adjoint technique de 1re classe 1er échelon (indice 750, pourcentage 64%) en retraite

décédé le 12 octobre 1987, une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt dix mille deux cent douze (190.212) francs pour compter du 1er novembre 1987.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2, il est attribué à Mme veuve Tanoga Mabadina née Batala, une majoration pour enfants au taux annuel de quarante sept mille cinq cent cinquante quatre (47.554) francs, pour compter du 1er novembre 1987 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Mèba, née le 10 juillet 1949
Matita, née le 25 septembre 1952
Badjona, né le 13 mai 1955
Badéna, né le 29 février 1960
Kagnassem, né le 9 décembre 1962.

Arrêté n° 113-MEF-CR du 15-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de six cent quatre vingt neuf mille cinq cent vingt (689.520) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Assangni Boï Kowovi, instituteur principal 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.450), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Assangni Boï Kowovi, pour compter du 1er janvier 1989, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Adjoa, née le 20 juillet 1959
Kouami, né le 28 octobre 1961
Abla, née le 18 février 1964
Ayovi, née le 16 mars 1967
Kodjovi, né le 11 août 1969
Alihonou, né le 11 novembre 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante douze mille trois cent quatre vingts (172.380) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Assangni Boï Kowovi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 9e rang) ci-après désignés :

Monwéha, né le 26 mai 1973
Komivi, né le 12 avril 1975
Ablavi, née le 11 octobre 1977.

Arrêté n° 115-MEF-CR du 16-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de huit cent trente deux mille cent quatre vingts (832.180) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Balouki Tétouéhaki Maatchatom, professeur de 3e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Balouki Tétouéhaki Maatchatom, pour compter du 1er janvier 1989, une majoration

pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Mèwèzino, né le 18 mai 1962
Tchaa, né le 20 novembre 1962
Essodon, né le 18 février 1964
Awo, née le 17 février 1966
Mawaba, née le 30 avril 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante six mille quatre cent trente six (166.436) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Balouki Tétouéhaki Maatchatom pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 11e rang) ci-après désignés :

Nyudewa née le 6 mars 1973
Sese, née le 25 mai 1976
Mankama, né le 20 juin 1979
Pinidam, née le 18 août 1981
Mandaan-Leleng, née le 5 janvier 1983
Wiyau, né le 29 mai 1985.

Arrêté n° 116-MEF-CR du 16-3-89 — La proportion imputable à la caisse de retraites du Togo de la pension d'ancienneté (68%) allouée à M. Babalima Koutera Dissama, instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon est révisée et fixée au taux de 30% des émoluments de base correspondant à l'indice 900 pour compter du 1er novembre 1985.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent trois mille huit cents (203.800) francs pour compter du 1er novembre 1985 et à deux cent treize mille neuf cent quatre vingt huit (213.988) francs pour compter du 1er novembre 1987.

Le montant annuel de la majoration pour enfants (taux de 20%) au titre de la nouvelle pension allouée à M. Babalima Koutera Dissama, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, est fixé à quarante mille sept cent soixante (40.760) francs pour compter du 1er novembre 1985 et à quarante deux mille huit cents (42.800) francs pour compter du 1er janvier 1987.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 117-MEF-CR du 16-3-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent soixante treize mille quatre cent douze (173.092) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Ayakpé Messan Kossi, soldat de 1re classe 5e échelon, n° mle 0808 du corps du personnel du régiment de soutien et d'appui (indice 420), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Ayakpé Messan Kossi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre

de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 16 juillet 1973
Kouami, né le 4 octobre 1975
Zéti, né le 6 mars 1976
Kossi Kouma, née le 18 décembre 1977
Abravi, née le 27 octobre 1981.

Arrêté n° 118-MEF-CR du 16-3-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de sept cent trente sept mille soixante douze (737.072) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Lawson-Evi Gogonata, instituteur principal 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1.550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Lawson-Evi Gogonata Ananissan, pour compter du 1er janvier 1989, une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Nadu, née le 23 mai 1959
Koko, née le 7 juillet 1960
Kayi, née le 2 décembre 1963
Tchotcho, née le 9 janvier 1967
Povi, née le 16 octobre 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante sept mille quatre cent seize (147.416) francs pour compter du 1er janvier 1989.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 23 février 1989 à l'arrêté n° 53-MEF-CR du 8 février 1973 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 36%) au montant annuel de soixante sept mille neuf cent vingt huit (67.928) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Ayi Séwa (Franck), soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20.049 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Lire

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de soixante dix neuf mille deux cent quarante huit (79.248) francs pour compter du 1er janvier 1973, de quatre-vingt sept mille cent soixante douze (87.172) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent mille deux cent quarante huit (100.248) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent quinze mille deux cent quatre vingts (115.280) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent vingt six mille huit cent huit (126.808) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs pour compter du 1er janvier

1982, de cent trente neuf mille huit cent huit (139.808) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Ayi Séwa (Franck), soldat 5e échelon n° mle 20.049 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 27 février 1989 à l'arrêté n° 478-MEF-CR du 4 décembre 1973 portant concession d'une pension militaire à Edoh Bossou (Antoine).

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 34 %) au montant annuel de soixante quatre mille cent cinquante deux (64.152) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. EDOH Bossou (Antoine), soldat de 1ère classe 5e échelon n° mle 50-987-14-185 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40 %) au montant annuel de soixante quinze mille quatre cent soixante douze (75.472) francs pour compter du 1er septembre 1973, de quatre vingt trois mille vingt (83.020) francs pour compter du 1er janvier 1974, de quatre vingt quinze mille quatre cent soixante douze (95.472) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent neuf mille sept cent quatre vingt douze (109.792) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent vingt mille sept cent soixante douze (120.772) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent vingt six mille huit cent huit (126.808) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Edoh Bossou, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 50-987-14-185 du

Le reste sans changement.

corps du personnel du régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

RECTIFICATIF du 16-3-89 à l'arrêté n° 40-MEF-CR du 19 février 1988.

Au lieu de :

M. Kouvahey Ekoué Djitoh pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Kokoè E., née le 14 mars 1969
Kangni D., né le 30 mai 1974
Dédé D., née le 10 novembre 1977
Folly E., né le 14 avril 1974
Kangni A., né le 21 février 1976
Folly E., né le 24 novembre 1982.

Lire :

M. Kouvahey Ekoué Djitoh pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits,

au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant : Folly E., né le 24 novembre 1982.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 16-3-89 à l'arrêté n° 97-MFEP-CR du 27 mars 1970 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 35%) au montant annuel de : soixante mille trente six (60.036) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Alalabam Tétoudoa, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 53-987-20-944 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420), admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 48%) au montant annuel de : quatre vingt deux mille trois cent trente six (82.336) francs pour compter du 1er janvier 1970, de quatre vingt dix mille cinq cent soixante huit (90.568) francs pour compter du 1er janvier 1971, de quatre vingt dix neuf mille six cent vingt quatre (99.624) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent quatorze mille cinq cent soixante huit (114.568) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent trente et un mille sept cent cinquante deux (131.752) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent quarante quatre mille neuf cent vingt quatre (144.924) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent cinquante deux mille cent soixante douze (152.172) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent cinquante neuf mille sept cent quatre vingts (159.780) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Alalabam Tétoudoa, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 53-987-20-944 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420), admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 16-3-89 à l'arrêté n° 385-MEF-CR du 6 octobre 1982 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Adjou Alènguè, chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Atangbé Bawa Gado née Abokou, chargée de leur tutelle.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

TRIBUNAL SPECIAL DU TOGO
Affaires de détournements de deniers publics
ORDONNANCE n° 1-89 du 27 mars 1989,

Nous, Kué Sipohou Gaba, président du tribunal spécial chargé de la répression des détournements de deniers publics ;

Vu l'ordonnance n° 18 du 13 septembre 1972, instaurant ledit tribunal, modifiée par l'ordonnance n° 80-9 bis du 7 janvier 1980 ;

Ensemble avec l'avis de M. le commissaire du gouvernement près le tribunal spécial ;

Fixons ainsi qu'il suit les dates des audiences pour le jugement des affaires suivantes :

Date d'audiences	Intitulé de l'affaire	Services, Administrations ou Etablissements intéressés
Lundi 17-4-1989 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Bouraïma Kabirou et Aladdji Moustapha	Direction de recherches agronomiques Cacaveli — Lomé
Mardi 18-4-1989 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Amégnonan Kossi, Agbessi Kodzo et Allassani Assoumanou Djibril.	Inspection de l'enseigne- ment — Sokodé
Mercredi 19-4-1989 à partir de 15 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Bakayota Méba et Adanlété Adjéoda.	Chemin de Fer du Togo
Jeudi 20-4-1989 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Koutom Kodjo Magninassim.	Togopharma — Tabligbo
Vendredi 21-4-1989 à partir de 15 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Ekué Ayité et Anku Kwami.	LIMUSCO — Lomé
	Commissaire du Gouvernement contre : Govina Afua.	C.N.S.S. — Lomé

Disons que la présente ordonnance sera à la diligence de M. le commissaire du gouvernement, publiée conformément à la loi.

Fait en notre cabinet au palais de justice à Lomé, le 27 avril 1989.

ROLE D'AUDIENCE

Dates d'audiences	Intitulé de l'affaire	Services, Administrations ou Etablissements intéressés
Lundi 17-4-1989 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Bouraima Kabirou et Aladji Moustapha Détournement de deniers publics d'un montant de 10.652.501 francs.	Direction de recherches agronomiques Cacaveli — Lomé
Mardi 18-4-1989 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Amégnonan Kossi, Agbessi Kodzo et Allassani Assoumanou Djibril. Détournement de deniers publics d'un montant de 589.000 francs.	Inspection de l'enseignement — Sokodé
Mercredi 19-4-1989 à partir de 15 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Bakayota Méba et Adanlété Adjéoda Détournement de deniers publics d'un montant de 1.006.775 francs.	Chemin de Fer du Togo
Jeudi 20-4-1989 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Koutom Kodjo Magninassim Détournement de deniers publics d'un montant de 2.136.690 francs.	Togopharma — Tabligbo
Vendredi 21-4-1989 à partir de 15 heures	1° — Commissaire du Gouvernement contre : Ekué Ayité et Anku Kwami. Détournement de deniers publics d'un montant de 6.814.266 francs.	LIMUSCO — Lomé
	2° — Commissaire du Gouvernement contre : Govina Afua Détournement de deniers publics d'un montant de 1.695.000 francs.	C.N.S.S. — Lomé

Pour copie certifiée conforme,

Lomé, le 27 mars 1989

Le greffier en chef,

A. FOLY.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle lance un appel d'offres pour les travaux d'extension de l'immeuble abritant actuellement la direction de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels et la direction des affaires communes à Lomé, 27 avenue de Duisburg.

Les travaux, en un lot unique, comprennent les corps d'état suivants :

démolitions, terrassement, gros-œuvre, étanchéité, revêtement des sols et murs, menuiseries métalliques, vitrerie, menuiserie bois, plomberie sanitaire, miroiterie, électricité courant fort, peinture, climatisation.

Cet appel d'offres est ouvert à toute entreprise ou groupement d'entreprises régulièrement enregistrés et installés en République togolaise.

Les soumissions devront être remises contre récépissé à M. le président de la commission consultative des marchés, Présidence de la République, à Lomé au plus tard le 26 mai 1989 avant onze (11) heures GMT.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'atelier d'architecture, d'ingénierie et de décoration, 9, bis rue de l'Espérance, B.P. 7414, Tél : 21-71-72 à Lomé contre remise d'une somme de cinquante mille (50.000) francs CFA.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la direction des affaires communes du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Tél : 21-74-97 à Lomé ou à l'atelier d'architecture, d'ingénierie et de décoration.

Lomé, le 12 avril 1989

Le directeur des affaires
communes METFP,
Koffi Bagnabana

ECOBANK — TOGO

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1988

(Montants exprimés en milliers de francs CFA)

ACTIF

	Soldes au 30.9.1988
<i>Caisse et Banque Centrale</i>	
Caisses	40.365
Banque Centrale	2.216.354
	<hr/> 2.256.719
<i>Banques et Correspondants Bancaires</i>	
Comptes à vue	80.259
Dépôts à terme	863.500
	<hr/> 943.759
<i>Crédits à court terme</i>	

Crédits ordinaires	163.187
<i>Compte de régularisation actif</i>	27.932
<i>Immobilisations incorporelles</i>	
Valeur brute	41.430
Moins amortissements	(8.055)
	<hr/> 33.375
<i>Immobilisations corporelles</i>	
Valeur brute	112.432
Moins amortissements	(8.901)
	<hr/> 103.531
<i>Perte de l'exercice</i>	46.592
Total Actif	3.575.095
PASSIF	
	Soldes au 30.9.1988
<i>Banques et Correspondants Bancaires</i>	
Comptes à vue	3.242
Dépôts reçus	200.000
	<hr/> 203.242
<i>Autres institutions financières</i>	
Comptes à vue	44.405
Dépôts reçus	81.020
	<hr/> 125.425
<i>Gouvernements et Institutions Internationales non financières</i>	
Comptes à vue	33.286
Dépôts reçus	1.250.000
	<hr/> 1.283.286
<i>Autres agents économiques</i>	
Comptes disponibles par chèque	395.957
Dépôts reçus	861.883
Comptes à régime spécial	10.813
Autres sommes dues à la clientèle	90.091
	<hr/> 1.158.744
<i>Autres Comptes</i>	
Comptes exigibles après encaissement	9.878
Comptes de régularisation passif	44.520
	<hr/> 54.398
<i>Capital et Réserves</i>	
Capital	750.000
Total Passif	3.575.095

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire des Tribunaux de Droit Moderne de première instance de Lomé, Kozah et Lacs.

Suivant réquisition, n° 14014 déposée le 2 janvier 1989, M. Ouyayi Yassi, profession d'Informaticien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle régulier, d'une contenance totale de 4 a 02 ca, situé à Agoé-Nyivé, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Fiové Démakpoè et borné au nord par le lot n° 1358, au sud par le lot n° 1359, à l'est par le lot n° 1360 et à l'ouest par une rue en projet de 14 mètres.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14015 déposée le 2 janvier 1989, Mme Yessoufou Memounata, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin Hedzranawoè, majeur non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle régulier, d'une contenance totale de 7 a 83 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par une rue de 16 mètres au sud par le lot n° 1511, à l'est par le lot n° 1518, et à l'ouest par le lot n° 1516.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14016 déposée le 2 janvier 1989, M. Amlon Kétéklé Attisso, profession de peintre-automobile, demeurant et domicilié à Tokoin-Hédzranawoè-Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 9 a 77 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 332, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées et à l'est par le lot n° 321.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14017, déposée le 3 janvier 1989, M. Lawson Laté Dovi, profession de géomètre-cartographe, demeurant au n° 26, rue Aniko Palako, et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, mandataire de Mme Ahia-kpor Manavi, épouse Séwa, commerçante à Lomé, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 a 23 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè, et borné au nord par le lot n° 1027, au sud par une rue non dénommée de 16 mètres, à l'est par un passage de 6 mètres et à l'ouest par le lot n° 1020.

Il déclare que ledit immeuble appartient à Mme Ahia-kpor Manavi et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14018 déposée le 3 janvier 1989, M. Mémène Seyi Kériké, profession de militaire, demeurant à Lomé, Camp RIT, et domicilié à Lomé, camp RIT, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 21 a 00 ca, situé à Agoé-Nyivé, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Démakpoè et borné au nord par les lots n°s 974, 977, 979, 980, au sud par une rue non dénommée, de 16 mètres, à l'est par le lot n° 982 et à l'ouest par le lot n° 972.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14019 déposée le 3 janvier 1989, M. Mémène Seyi Kériké, profession de militaire, demeurant et domicilié à Lomé, camp R.I.T, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité Togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 81 ca, situé à Lomé Agoé-Nyivé, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Démakpoè, et borné au nord par les lots n°s 965 et 967, au sud par une rue non dénommée de 14 mètres, à l'est par le lot n°s 968 bis et à l'ouest par le n°s 964.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivante réquisition, n° 14020, déposée le 5 janvier 1989, Mme Koudjrako Ayawa, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin lycée, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 99 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de N'kafu.

et borné au nord par le lot n° 82, au sud par le lot n° 78, à l'est par une rue non dénommée de 16 mètres et à l'ouest par le lot n° 79.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14021 déposée le 6 janvier 1989, Mme Jondoh Kanlé, profession de commerçante, demeurant à Lomé-Nyékouakpoè, et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 95 ca, situé à Lomé-Nyékouakpoè, commune de Lomé, connu sous le nom de Togbato, et borné au nord par le lot n° 48, au sud par la rue Gnogbo de 10 mètres, à l'est par le lot n° 49 et à l'ouest par le lot n° 45.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14022 déposée le 6 janvier 1989, M. Soulé Guédégbé, profession d'informaticien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 85 ca, situé à Lomé Aflao, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Sagbado, et borné au nord par une rue non dénommée de 16 mètres, au sud par le lot n° 810, à l'est par une rue non dénommée de 20 mètres et à l'ouest par le lot n° 799.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14023 déposée le 6 janvier 1989, M. Bebensiki Lokou, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, représentant son fils mineur, Bébensiki Abalo, élève demeurant à Lomé, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 9 a 30 ca, situé à Kara, préfecture de la Kozah, connu sous le nom de Dogoyo, et borné au nord par le lot n° 6, au sud par une rue en projet, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 11.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son fils Bebensiki Abalo, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14024 déposée le 9 janvier 1989, M. Gnronfoun Anoumou, profession de bijoutier, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la

République Togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 03 ca, situé à Tokoin centre, commune de Lomé, connu sous le nom de Toko'n-Ramco et borné au nord par le lot n° 15, au sud par une rue de 10 mètres, à l'est par le lot n° 24 et à l'ouest par le lot n° 22.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14025 déposée le 11 janvier 1989, M. Creppy Messan, profession de conseiller pédagogique, demeurant à Abidjan, de passage à Lomé majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, mandataire de M. Creppy Ekué Mako, commis du trésor à Abidjan, S/c du Dr Creppy Adamagan, tél. 21.31.21 demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle d'une contenance totale de 8 a 80 ca, situé à Lomé-Aflao commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par les lots n°s 2737 et 2738, au sud par une rue non dénommée de 28 mètres et à l'ouest par le lot n° 2734.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Creppy Ekué Mako, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14026 déposée le 11 janvier 1989, M. Kabiss Yao, profession de militaire, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin centre, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 a 30 ca, situé à Lomé Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Tokoin centre et borné au nord par une ruelle et la propriété Ayikpè Konou, au sud par une rue non dénommée, à l'est par la propriété Ayikpè Konou et à l'ouest par la famille Koss'djin Zankou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14027 déposée le 11 janvier 1989, M. Sehou Adjehou, profession de comptable, demeurant à Lomé Agoènyivé, et domicilié à Lomé Agoènyivé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 31 ca, situé à Lomé Agoènyivé, préfecture du Golfe et borné au nord par le lot n° 316, au sud par une rue en projet de 14 mètres, à l'est par une rue en projet de 14 mètres et à l'ouest par le lot n° 319.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14028 déposée le 12 janvier 1989, M. Azi Komlanvi Massé, profession de maître-mécanicien, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Gbonvié, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 a 00 ca, situé à Lomé Agoènyivé, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Kitidjan et borné au nord par le lot n° 264, au sud par le lot n° 268, à l'est par le lot n° 266 et à l'ouest par une rue dénommée. Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14029 déposée le 12 janvier 1989, M. Domlan Ayayi Ayité Doumavor, profession d'agent d'assiettes des impôts, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 01 ca, situé à Lomé Baguida, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Baguida et borné au nord par le lot n° 11, au sud par le lot n° 13, à l'est par le sieur Sossa Aholou Ali et à l'ouest par une rue de 14 mètres.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14030 déposée le 12 janvier 1989, M. Bataba Kpatcha, profession de militaire demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble, urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2 a 88 ca, situé à Tokoin Hédzranawoé, commune de Lomé, connu sous le nom de Atchantsi, et borné au nord par une rue non dénommée de 16 mètres, au sud par le lot n° 738, à l'est par le surplus de la parcelle n° 739 et à l'ouest par une rue non dénommée de 16 mètres.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14031 déposée le 16 janvier 1989, Mme de Souza Adjoa Elom Mana, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin Solidarité, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité Togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 a 32 ca, situé à Lomé-Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Abovey et borné au nord par le lot n° 215 bis, au sud par le lot n° 211, à l'est par les lots n° 212 et 214 et à l'ouest par une rue en projet de 16 mètres.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14032 déposée le 18 janvier 1989, Mme Agbokou Milebéné, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Tokoin Aviation, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain urbain, comportant une construction pour habitation de famille, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 18 ca, situé à Lomé Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Aviation et borné au nord par le titre foncier n° 2237, au sud par la propriété de feu Lamanaku, à l'est par le surplus de la propriété Lamanaku et à l'ouest par une rue en projet de 14 mètres.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14033 déposée le 18 janvier 1989, M. Freitas Akuété, profession, de professeur au Lycée de Tokoin, demeurant et domicilié à Lomé N'kafu, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 27 a 11 ca, situé à Lomé Agoènyivé, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Logopé et borné au nord par la propriété Kpotogbi Avoumé, au sud par la propriété Adzévi Akoété, à l'est par la propriété Aziagblé et à l'ouest par la propriété Sanvi Kodjovi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14034 déposée le 18 janvier 1989, M. Adjanke Ayité, profession de lieutenant des FAT retraité, demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, mandataire de M. Adjanké Ayayi, professeur d'éducation physique et sportive à l'Université de Yaoundé (Cameroun), s/c de M. Houédanou Akotcholo Koovi, topographe à Lomé-Tokoin Gbadago, 23 rue Dumashie, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 87 ca, situé à Bè-Akodéssewa, commune de Lomé, connu sous le nom de Kpota et borné au nord par la route d'Atakpamé, au sud par le lot n° 4, à l'est par le lot n° 2 et à l'ouest par une rue non dénommée de 16 mètres.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Adjanke Ayayi, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

laise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha 82 a 85 ca, situé à Aflao-Adidogomé, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Gblenkomé et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Agbékovi, au sud par la collectivité Akpagli et à l'est par la collectivité Djaka Kodjo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14043 déposée le 27 janvier 1989, Mlle Laclé Akolé Mawuli, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé s/c de M. Agboklu D Komlavi, Sce des domaines Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 14 ca, situé à Lomé-Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1746, au sud par une rue non dénommée, à l'est par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Atakpamé et à l'ouest par le lot n° 1739.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14044 déposée le 27 janvier 1989, M. Mondji Kodjo, profession de propriétaire demeurant et domicilié à Lomé s/c de M. Davon K. Fiavi, Sce des domaines Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 89 ca, situé à Lomé Bè, commune de Lomé, connu sous le nom de Kpota et borné au nord par la propriété Gake Wayi Akligo, au sud par une rue non dénommée de 14 mètres, à l'est et à l'ouest par le T.F. n° 7555 R.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14045 déposée le 30 janvier 1989, M. Amewu Doh Koffi Séna, profession d'employé de banque (BCCI), demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 75 ca, situé à Lomé Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom de Soviépe et borné au nord par le lot n° 1381, au sud par une rue en projet de 14 mètres, à l'est par le lot n° 1382 et à l'ouest par le lot n° 1378.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14046 déposée le 30 janvier 1989, M. Seidou Radji, profession chauffeur, demeurant et domicilié à Lomé Forever, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 01 ca, situé à Lomé-Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom de Soviépe et borné au nord par le lot n° 703, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées de 14 mètres et à l'est par le lot n° 702.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14047 déposée le 30 janvier 1989, M. Mensah Apéto Ayao, et Mme, née Adjmagbo Ayelo, respectivement ingénieur analyste informaticien et ingénieur agronome, demeurant ensemble à Lomé, Bè Kpota et domiciliés à Kodjoviakopé, 46 rue de l'Ogou Tél. 21-43-32, majeurs non interdits, jouissant de leurs droits civils de nationalité togolaise, demandent l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 23 a 91 ca, situé à Lomé-Baguida, préfecture du Golfe, connu sous le nom de plantation et borné au nord par les propriétés Logossou Adokou et Denou Adékou, au sud et à l'ouest par la propriété Logossou Adokou et à l'est par la propriété Denou Adokou.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14048 déposée le 30 janvier 1989, M. Adonsou Edzodzi Délato et Mme, née Klouvi Akua Déla, profession d'architecte et infirmière d'Etat, demeurant ensemble à Lomé, et domiciliés à Lomé, majeurs non interdits, jouissant de leurs droits civils de nationalité togolaise, demandent l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 74 ca, situé à Lomé-Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Tamé et borné au nord par l'Avenue Akei, au sud par le T.F. n° 16156 RT, à l'est par le T.F. n° 16056 RT, et à l'ouest par une rue non dénommée.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14049 déposée le 30 janvier 1979, M. Akitani-Bob Comlanvigo, profession d'apprenti-mécanicien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité Togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère

irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 00 ca, situé à Lomé-Aflao, préfecture du Golfe, connu sous le nom de Adidogomé et borné au nord par une rue en projet de 14 mètres, au sud par le lot n° 159, à l'est par le lot n° 155 et à l'ouest par le lot n° 153.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14050 déposée le 31 janvier 1989, M. Kuéviakoé Aho Folly, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 43 ca, situé à Lomé-Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par une rue en projet de 28 mètres, au sud par le lot n° 1891 bis, à l'est par le lot n° 1892 et à l'ouest par le lot 1890.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels, ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14051 déposée le 31 janvier 1989, M. Sangronio Komivi Dzidula, profession d'entrepreneur de bâtiments, demeurant et domicilié à Lomé Kodjoviakopé, 17 rue Dos-Reis, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 56 ca, situé à Lomé-Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom de Avédji-Soviépé et borné au nord par une rue en projet, au sud par les lots n° 173 et 175 bis, à l'est par le lot n° 175 bis et à l'ouest par le lot n° 172.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 14052 déposée le 31 janvier 1989, Mme Attiogbé Adakou, profession de revendeuse de tissus, demeurant à Lomé-Kpénou et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 12 ca, situé à Lomé Bè, commune de Lomé, connu sous le nom de N'tifafakomé et borné au nord par l'emprise du chemin de fer de 25 mètres (voie ferrée Lomé-Aného), au sud par Adanlessome Mihesso, à l'est par la collectivité Ahliya et à l'ouest par la rue de 10 mètres.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Tété WILSON BAHUN.

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 22 juin 1989, à 10 heures 00, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a, connu sous le nom de Totsi et borné au nord par le lot n° 428, au sud par le lot n° 422, à l'est par les lots n° 425 et 427, à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kessie Komi, Docteur en médecine, demeurant à Lomé-Bè, suivant réquisition du 14 mai 1986, n° 12517.

Le jeudi 15 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 69 ca, connu sous le nom d'Aflao-Gakli et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par Ahiablé Kokou, à l'est par Mme Mablé Ehu; dont l'immatriculation a été demandée par M. Mablé Mawuénam Yao, agent de Banque UTB demeurant à Lomé, suivant réquisition du 15 mai 1986, n° 12518.

Le vendredi 16 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 23 ca, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par le lot n° 45, au sud par le lot n° 43, à l'est par les lots n° 41 et 42 et à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ajavon Komi Essenam, Consultant en Gestion, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 15 mai 1986, n° 12519.

Le jeudi 22 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 01 ca, connu sous le nom de Batomé-Totsivi, et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 13, à l'est par le lot n° 14 et à l'ouest par lot n° 10; dont l'immatriculation a été demandée par M. Febon Sourou, consultant en gestion, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 15 mai 1986, n° 12521.

Le mercredi 14 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 7 a 23 ca, connu sous le nom de Dogbéavou, et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud et à l'est par les lots n° 8 et 6 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gougou Kokou, transporteur demeurant à Lomé-Tokoin Dogbéavou, suivant réquisition du 20 mai 1986 n° 12528.

Le mardi 20 juin 1989, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 25 a 69 ca, connu sous le nom de Soviépe, et borné au nord et au sud par des rues en projet, à l'est par M. Gbonsou Attikada, à l'ouest par propriété Adigo Messan ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Adigo Messan (Valentin), directeur de Société demeurant à Lomé, suivant réquisition du 22 mai 1986 n° 12530.

Le vendredi 9 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 10 a 51 ca, connu sous le nom d'Apéyéme et borné au nord par les lots n° 30, 31 et 32, au sud par la rue Amemaka Libla, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 14, dont l'immatriculation a été demandée par M. Aboflan-Tido Anani, maçon carreleur demeurant à Lomé-Tokoin For Ever, suivant réquisition du 28 mai 1986 n° 12532.

Le vendredi 23 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 02 ca, connu sous le nom de Batomé et borné au nord par le lot n° 79, au sud par le lot n° 85, à l'est par le lot n° 83 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Alou Piyè, mécanicien-auto au Port Autonome (Section Technique), demeurant à Lomé-Aflao Batomé, suivant réquisition du 28 mai 1986, n° 12533.

Le lundi 5 juin 1989 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nyékonakpoè, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 0 a 80 ca et borné au nord par M. Akibola Yao Mensah, au sud par la rue Koumaplé, à l'est par Mme Mama Attikpo et à l'ouest par M. Dogan Kossi ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Babakan Yempabé, comptable demeurant à Lomé, suivant réquisition du 30 mai 1986, n° 12535.

Le mardi 13 juin 1989, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 18 ca, connu sous le nom de Dogbéavou, et borné au nord et à l'est par la collectivité Wogboli Aguto, au sud et à l'ouest par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par M. (Lucien) A. Nouwossan, infirmier au C.H.U. demeurant à Lomé Tokoin Gbadago, suivant réquisition du 20 juin 1986, n° 12569.

Le mercredi 14 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao Gakli, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a et borné au nord par le lot n° 49, au sud par le lot 45, à l'est par le lot n° 48 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gayibor Nicoué, professeur, et Mme née Akuélé Guillaume, magistrat, demeurant ensemble à Lomé, suivant réquisition du 30 juin 1986, n° 12579.

Le mercredi 14 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao-Gakli, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a et borné au nord par le lot n° 51, au sud par le lot n° 47, à l'est par le lot n° 50 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gayibor Nicoué, professeur, et Mme, née Akuélé Guillaume, magistrat, demeurant ensemble à Lomé, suivant réquisition du 30 juin 1986, n° 12580.

Le vendredi 16 juin 1989, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 02 ca, connu sous le nom de camp militaire et borné au nord par le lot n° 21, au sud par la propriété Kponton Konou, à l'est par les lots n° 25 et 28 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ajavon Ayité A. Tony, entrepreneur à E.G.T.P. demeurant à Lomé-Nyékonakpoè, suivant réquisition du 10 juillet 1986, n° 12606.

Le jeudi 8 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 31 ca. connu sous le nom de Bè-Kpota et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par les lots n° 88 et 89 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Yessoufou Salamatou, commerçante demeurant à Lomé, suivant réquisition du 17 juillet 1986, n° 12615.

Le mercredi 28 juin 1989, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 49 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 2587, au sud par le lot n° 2584, à l'est par le lot n° 2588 et à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Sivomey Dédé Gamélé, née Creppy, revendeuse demeurant à Lomé-Adjangbakomé, suivant réquisition du 4 septembre 1986, n° 12701.

Le jeudi 8 juin 1989, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 a 40 ca, connu sous le nom d'Anfamé et borné au nord par le lot n° 86, au sud une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 87 bis et à l'ouest par le lot n° 88, dont l'immatriculation a été demandée par M. Hyde Adama ex Benjamin, agent de commerce en retraite, demeurant à Lomé-Bè Château d'Eau, suivant réquisition du 9 septembre 1986, n° 12710.

Le jeudi 15 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance de 6 a, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par le lot n° 28, au sud par le lot n° 17, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 24; dont l'immatriculation a été demandée par M. Agbakpém Messan, employé à la BCEAO, demeurant à Lomé-Aflao Gakli, suivant réquisition du 17 octobre 1986, n° 12763.

Le mardi 6 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoènyivé, préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 20 a 35 ca, connu sous le nom de Cacaveli-Nyivémé et borné au nord et à l'est par la propriété Awoudi Dobelli, au sud par une rue non dénommée et à l'ouest par le centre de Cacaveli; dont l'immatriculation a été demandée par M. Koffi Okiti (Pakullin) Eklou, administrateur civil demeurant à Lomé, 109 rue de l'OCAM, suivant réquisition du 28 octobre 1986, n° 12778.

Le lundi 26 juin 1989, à 7 heures, 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 9 a 88 ca, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par la propriété Djadoo Aklikokou, au sud par la propriété Ganmadé, Tété, à l'est par l'emprise de la haute tension et à l'ouest par la propriété Tessou Aziangban; dont l'immatriculation a été demandée par M. Katanga P. Tcha, fonctionnaire au ministère du Plan, demeurant à Atakpamé, suivant réquisition du 4 novembre 1986, n° 12797.

Le jeudi 1er juin 1989, à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aného, commune d'Aného, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 03 ca, connu sous le nom de Glidji-Klintigomé et borné au nord par la route Aného-Anfoin, au sud par les lots n° 132 et 133, à l'est par le lot n° 139 et à l'ouest par le lot n° 136; dont l'immatriculation a été demandée par M. Glikou J. S. Ekoué, directeur administratif et financier à l'OTP demeurant à Kpémé, suivant réquisition du 26 novembre 1986, n° 12816.

Le vendredi 23 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao préfecture du Golfe, consistant en un terrain, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 99 ca, connu sous le nom de Totsi et borné au nord et à l'est par la collectivité Katamani, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées; dont l'immatriculation a été demandée par M. Bassaye Bagoubadi, propriétaire demeurant à Lomé, mandataire de M. Tanang Abalo, maçon demeurant à Libreville, suivant réquisition du 26 novembre 1986, n° 12819.

Le lundi 12 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin ouest, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 41 ca et borné au nord par le lot n° 19, au sud par le lot n° 37, l'est par le lot n° 27 et à l'ouest par une rue en projet; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Wallabregue Akuwavi, ménagère demeurant à Lomé, suivant réquisition du 1er décembre 1986, n° 12825.

Le vendredi 30 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 a 98 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 1653, à l'est par le lot n° 1654 bis et à l'ouest par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Atakpamé; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Boundjou Ouapondi, commerçante demeurant à Lomé, suivant réquisition du 3 décembre 1986, n° 12829.

Le mardi 6 juin 1989, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoènyivé, préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 a 37 ca, connu sous le nom de Sogbossito-Kové et borné au nord par la propriété Agbo Amouzou (Petrus), au sud par les héritiers Gafa, à l'est par la propriété Agbo Agbéli et à l'ouest par la propriété Agbo Biam; dont l'immatriculation a été demandée par M. (Anton Peter), Kodjo Mensah Ocloo, catéchiste et Fidei Custos, à Lomé, 16 rue de l'Espérance, représentant du Conseil d'Administration d'Archidiocèse, suivant réquisition du 11 février 1987, n° 12920.

Le lundi 12 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 96 ca, connu sous le nom de Casablanca et borné au nord par le lot n° 25, au sud par le lot n° 27, à l'est par le lot n° 22 et à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par M. Sani Salifou Komi, commerçant demeurant à Lomé-Tokoin Gbadago, 42 Avenue de la Libération (Inter Photo), suivant réquisition du 11 mars 1987, n° 12972.

Le mardi 20 juin 1989, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme quadrilatère irrégulier, d'une contenance 6 a 02 ca, connu sous le nom de Soviépi et borné au nord par le lot n° 336, au sud par une rue de 14 m, à l'est par le lot n° 339 et à l'ouest par le lot 335; dont l'immatriculation a été demandée par M. Salami Adebissi, comptable à l'UTB — circulaire, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 18 mars 1987, n° 12980.

Le lundi 26 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord, au sud et à l'est par les lots n° 15, 14 et 17, surplus d'une réserve administrative, à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par M. Soussou Lonomba Batoma, docteur en médecine au CHU de Tokoin demeurant à Lomé, suivant réquisition du 31 mars 1987, n° 13 000.

Le vendredi 16 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 11 ca, connu sous le nom d'Avédji Agnigbé et borné au nord par le lot n° 266, au sud par le lot n° 262, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 264 bis; dont l'immatriculation a été demandée par M. Amakoué Mathé Comlan, peintre auto demeurant à Lomé-Nyékouakpoé, rue Kpetémey Adjololo, maison n° B 577, suivant réquisition du 3 avril 1987, n° 13 009.

Le jeudi 29 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle scalène, d'une contenance de 1 a 80 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord-est par le lot n° 2 427 bis, au sud par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 2 426; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gbidi Komlan Mawulé, employé à la SNI demeurant à Lomé, suivant réquisition du 7 avril 1987, n° 13 014.

Le mardi 27 juin 1989 à 10 heures 50, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 51 ca connu sous le nom de Klikamé et borné au nord au sud et à l'ouest par la collectivité Bolu, à l'est par une rue en projet; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Odoudou Ayaovi, née Ogoudéji, revendeuse, demeurant à Lomé-Klikamé, suivant réquisition du 8 avril 1987, n° 13 016.

Le mardi 27 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 13 a 51 ca connu sous le nom de Klikamé et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par la collectivité Bolu; dont l'immatriculation a été demandée par M. Odoudou D. Adjakou, chauffeur demeurant à Lomé-Klikamé, suivant réquisition du 8 avril 1987, n° 13 017.

Le lundi 12 juin 1989 à 10 heures 00, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5a 97 ca, connu le nom d'Abovey et borné au nord par Mme Apaloo, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par M. Do Régo Moutao; dont l'immatriculation a été demandée par M. Abbey Maté (Cyrille), maçon, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 14 avril 1987, n° 13 024.

Le lundi 26 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 98 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord et à l'ouest par les rues non dénommées au sud et à l'est par les lots n° 15 bis et 17; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Takass Djobo Larba, Professeur de CEG-Bè Klikamé, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 16 avril 1987, n° 13031.

Le mardi 13 juin 1989 à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 a 59 ca, connu sous le nom de Gakli et borné au nord par le lot n° 244, au sud par le lot n° 246, à l'est par le lot n° 245 et à l'ouest par les lots n° 288 et 243; dont l'immatriculation a été demandée par M. Dogbé B. Ayawo, maître, soudeur demeurant à Lomé, suivant réquisition du 30 avril 1987, n° 13043.

Le mardi 13 juin 1989 à 10 heures 00, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 a 94 ca connu au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 48 et à l'ouest par le lot n° 46 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Dogbé B. Ayawo, maître soudeur demeurant à Lomé, suivant réquisition du 30 avril 1987, n° 13 044.

Le mercredi 14 juin 1989 à 10 heures 00, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 4 ca connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par la collectivité Azamela, au sud par le T.F. n° 11.125 R.T., à l'est par le T.F. n° 10.989 R.T. à l'ouest par la 4e rue à l'ouest de la route d'Atapkamé ; suivant réquisition du 13 mai 1987, n° 13066.

Le vendredi 5 mai 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 66 ca et borné au nord par le lot n° 11 au sud par les lots n° 14 et 17, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 13 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Apedo-Amah Ayité, technicien en bâtiment, demeurant à Lomé-Nyékonakpoè, 11 rue des Bougainvilliers, suivant réquisition du 4 juin 1987, n° 13 084.

Le mardi 27 juin 1989 à 10 heures 00, Il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 99 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 12, au sud par le lot n° 16, à l'est par le lot n° 15 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Joppa Mensah, expert-comptable, demeurant à Lomé-Souzame, suivant réquisition du 5 juin 1987, n° 13 086.

Le lundi 19 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 4 ca, connu sous le nom de Soviépe et borné au nord par le lot n° 1 206, au sud par le lot n° 1 202, à l'est par le lot n° 1 205 et à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Glikpo Koffi, chef-comptable demeurant à Lomé, suivant réquisition du 5 juin 1987, n° 13 088.

Le mardi 6 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodessewa, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 a 82 ca, connu sous le nom d'Anfamé et borné au nord et à l'est par les lots n° 16 et 19, au sud par une rue non dénommée et à l'ouest par le TF n° 11 183 RT ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Laté Dovi, géomètre-cartographe à Lomé, 26 rue Aniko Palako, mandataire de M. Agbenohévi Anani (Joseph), expert-comptable à Paris, suivant réquisition du 5 juin 1987, n° 13 089.

Le lundi 26 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 12 a 00 ca, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par le lot n° 44, au sud et à l'est par des rues non dénommées, à l'ouest par les lots n° 36 et 37 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Sèmanou, née Trénou Afiavi (Lucie Simone), sage-femme d'Etat, demeurant à Lomé, 31 rue des cocotiers, suivant réquisition du 23 juin 1987, n° 13 100.

Le jeudi 22 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 a 80 ca, connu sous le nom d'Avenou-Batomé et borné au nord par l'emprise de la haute tension Lomé-Kpalimé, au sud et à l'est par les lots n° 74 et 84 et à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Seshie Kossiwa Massan, revendeuse, demeurant à Lomé-Aflao Avenou, suivant réquisition du 7 juillet 1987, n° 13 121.

Le lundi 19 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 16 a 26 ca, connu sous le nom de Soviépe-Avédji et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud par le lot n° 1 336 et à l'est par les lots n° 1 339 et 1 341 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ayité Zonnon Abalo, commerçant, demeurant à Lomé-Hanoukopé, rue Kwasi Bruce n° 29, suivant réquisition du 31 juillet 1987, n° 13 165.

Le mercredi 28 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 1 254, au sud par le lot n° 1 252, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 1 245 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ayité Zonnon Abalo, commerçant demeurant à Lomé-Hanoukopé rue Kwasi Bruce n° 29, suivant réquisition du 31 juillet 1987, n° 13 166.

Le mardi 13 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 a 22 ca, et borné au nord par la propriété Zankou, au sud par une rue non dénommée, à l'est et à l'ouest par les lots n° 46 et 48; dont l'immatriculation a été demandée par M. Têvi-Benissan D. Covi, agent de la régie des Eaux en retraite, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 19 août 1987, n° 13192

Le vendredi 23 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 01 ca, connu sous le nom de Massohoin et borné au nord par les lots n° 174 et 175, au sud par le lot n° 179, à l'est par le lot n° 177 et à l'ouest par une rue en projet; dont l'immatriculation a été demandée par M. Agboli Kossi Fafanyo, transitaire à l'Animation Rurale, à Lomé Tokoin Abovey, mandataire de M. Baïte Komi (Jean), Magasinier à la CCI-Eurotrag à N'djolé (Gabon), suivant réquisition du 26 août 1987, n° 13201

Le lundi 5 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 a 99 ca, connu sous le nom de Fiovi et borné au nord par la route de Mission-Tové, au sud et à l'est par les lots n° 14 bis et 15, à l'ouest par une rue en projet; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kolani Tchenliek Beithien fonctionnaire demeurant à Agoè-Nyivé, nouveau marché, suivant réquisition du 27 août 1987, n° 13 206.

Le lundi 5 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 16 a 16 ca, connu sous le nom de Fiovi et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par les lots n° 316 et 318, à l'ouest par le lot n° 314; dont l'immatriculation a été demandée par M. Aithnard Tonyawo Mawuena, ingénieur agronome, demeurant à Lomé, 37 rue Adjololo, suivant réquisition du 28 septembre 1987, n° 13 245.

Le mercredi 7 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Kpota, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 81 ca, connu sous le nom de Dénouvouimé et borné au nord par le lot n° 593, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 615 et à l'ouest par le lot n° 617; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kowou Ameyo, revendeuse, demeurant au Gabon et domiciliée à Lomé-Assivito, suivant réquisition du 29 septembre 1987, n° 13 248.

Le mardi 6 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 8 ca, connu sous le nom d'Anfamé et borné au nord, au sud et à l'est par des rues non dénommées, à l'ouest par le lot n° 2; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kowou Ameyo, revendeuse demeurant au Gabon et domiciliée à Lomé-Assivito, suivant réquisition du 29 septembre 1987, n° 13 249.

Le mardi 30 mai 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 a 5 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 228, au sud par une rue de 50 m, à l'est par le lot n° 230 et à l'ouest par le lot n° 226; dont l'immatriculation a été demandée par M. Legba - Mony Komlan Afeli, commerçant demeurant à Lomé, suivant réquisition du 8 octobre 1987, n° 13 267.

Le vendredi 30 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 26 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 812, au sud par le lot n° 814, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 813; dont par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 813 b; dont l'immatriculation a été demandée par M. Mawussi A. Adodo, contrôleur des douanes en service au port demeurant à Lomé-Aflao Agbalépédogan, suivant réquisition du 27 novembre 1987, n° 13 326.

Le jeudi 15 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao-Gakli, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 15 ca et borné au nord et à l'ouest par les lots n° 1 557 et 1 556, au sud et à l'est par des rues non dénommées; dont l'immatriculation a été demandée par M. Dugbé Koffi, technicien en bâtiments demeurant à Lomé-Aflao-Gakli, suivant réquisition du 1er décembre 1987, n° 13 333.

Le mercredi 7 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 8 a 49 ca, connu sous le nom de Kitidjan et borné au nord par les lots n° 25 et 27, au sud par les lots n° 30 et 31, à l'est par l'emprise de la haute tension Togo-Bénin et à l'ouest par une ruelle; dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Koumako Djatougbe, agent de la BCEAO demeurant à Lomé, suivant réquisition du 14 décembre 1987, n° 13 372.

Le vendredi 23 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 a 72 ca, connu sous le nom de Batomé et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité Ahedeh, à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Amouzouvi Tchotcho, épouse Amoussou-Doh, commerçante demeurant à Lomé-Kodjoviakopé, suivant réquisition du 21 décembre 1987, n° 13 384.

Le mercredi 7 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Kpota, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 41 ca, connu sous le nom de Dénouvouimé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 646, à l'est par le lot n° 629 et à l'ouest par le lot n° 627 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gbama Adadji Kodjo, préfet d'Assoli demeurant à Bafilo, suivant réquisition du 4 janvier 1988, n° 13 387.

Le mercredi 14 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao-Gakli, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 99 ca et borné au nord et à l'est par les lots n°s 106 et 107, au sud et à l'ouest par des rues en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gbedeh Amegnikpo (Pascal), fonctionnaire en retraite demeurant à Lomé, quartier des Etoiles, 2 rue Jean Jaurès, suivant réquisition du 7 janvier 1988, n° 13 398.

Le vendredi 30 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 86 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord et à l'est par les lots n°s 1 893 et 1 903, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Akakpo Anani Komla (Innocent), employé de commerce à la direction BP demeurant à Lomé-Hédzranawoé, suivant réquisition du 11 janvier 1988, n° 13 402.

Le jeudi 29 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 51 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord, au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par le lot n° 2 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Yawovi Abalo, brigadier chef de police en retraite, demeurant à Lomé - Nyékonakpoè, suivant réquisition du 19 janvier 1988, n° 13 413.

Le jeudi 22 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 10 a 75 ca, connu sous le nom d'Aglali-Kopé et borné au nord et au sud par des rues non dénommées, à l'est par les lots n°s 106 et 107, à l'ouest par l'emprise de la haute tension ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kpanzou Egoulia, inspecteur central du trésor au ministère des affaires étrangères de la coopération demeurant à Lomé, suivant réquisition du 19 janvier 1988, n° 13 414.

Le jeudi 29 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 70 ca, connu sous le nom d'Atchanti et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud et à l'ouest par les lots n°s 850 bis et 849 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Adoumba Tamégnon Hékou, économiste demeurant à Lomé-Tokoin Hédzranawoé, suivant réquisition du 26 janvier 1988, n° 13 418.

Le jeudi 29 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11 a 98 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 335, au sud et à l'est par des rues non dénommées, à l'ouest par les lots n°s 330 et 333 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Laté Dovi, géomètre-cartographe à Lomé, 26 rue Aniko Palako, mandataire de M. Atisso Amouzou, propriétaire à Lomé-Amoutivé, 67 rue René Caillé, suivant réquisition du 26 janvier 1988, n° 13 419.

Le lundi 19 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 00 ca, connu sous le nom de Totsigan et borné au nord par les lots n°s 1 596 et 1 597, au sud par le lot n° 1 591, à l'est par l'Avenue Pya prolongée et à l'ouest par le lot n° 1 592 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mille Folly-Klan Kanko Mawulé, agent de la SOTONAM demeurant à Lomé, suivant réquisition du 13 juillet 1988, n° 13 725.

Le mercredi 28 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 50 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 2 630, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 2 624, à l'ouest par le lot n° 2 622 ;

dont l'immatriculation a été demandée par M. Wazungu Midakéna, technicien de musée demeurant à Lomé (Direction du musée national), suivant réquisition du 1er février 1988, n° 13 438.

Le jeudi 8 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 29 a 98 ca, connu sous le nom d'Atsanvé et borné au nord à l'est et à l'ouest par des rues en projet, au sud par les lots n°s 22 et 23 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Olemoh Olatokumboh (S a m u e l), commerçant demeurant à Lomé, suivant réquisition du 9 février 1988, n° 13453.

Le mardi 27 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 a 99 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par les lots n°s 2 452 et 2 453, à l'est par le lot n° 2 460 et à l'ouest par les lots n°s 2 450 et 2 451 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Ferrari Kati Koko, née Tétégan Bénissan, secrétaire demeurant à Lomé-Nyékonakpoè, rue Leblond n° 1 415, suivant réquisition du 16 février 1988, n° 13 475.

Le mardi 20 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 7 a 5 ca, connu sous le nom de Batomé et borné au nord et à l'ouest par les lots n°s 98 et 99, au sud et à l'est par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Amouzou Abalo Koffi, expert-comptable diplômé à FICAO demeurant à Lomé, suivant réquisition du 2 mars 1988, n° 13 497.

Le mercredi 7 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 98 ca, connu sous le nom d'Awonkui et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par les lots n°s 508 et 505 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Kponyo Délali, agent de banque UTB, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 9 mars 1988, n° 13 519.

Le vendredi 16 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 1 ca, connu sous le nom de Soviépe et borné au nord

par le lot n° 256, au sud par le lot n° 252, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 253 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Eklou Koffi P. Okiti, administrateur civil demeurant à Lomé, 109 rue de l'OCAM, administrateur des biens de la succession du feu Dr G. V. Kodzo Kpotsra, suivant réquisition du 31 mars 1988, n° 13 553.

Le mardi 20 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4 a 32 ca, connu sous le nom de Batomé et borné au nord et à l'ouest par les lots n°s 28 et 27, au sud et à l'est par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Sikpa Yawo Atsouvi, économiste au ministère des sociétés d'Etat demeurant à Lomé, suivant réquisition du 31 mars 1988, n° 13 555.

Le jeudi 15 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 54 ca, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par le lot n° 126, au sud par le lot n° 119, à l'est par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé et à l'ouest par le lot n° 124 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Tengué Djéhoué Kokou, attaché de direction à l'A.P.B. (Centre de formation bancaire) demeurant à Lomé-Tokoin, rue du Dr Kaolo, suivant réquisition du 31 mars 1988, n° 13 556.

Le lundi 26 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 97 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par une rue non dénommée au sud et à l'ouest par les lots n°s 23 et 21, à l'est par la rue Mission Baptiste ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Aho Yao Messan, directeur national de la BCEAO demeurant à Lomé, suivant réquisition du 13 avril 1988, n° 13 573.

Le vendredi 30 juin 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 78 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1 633, au sud par le lot n° 1 631, à l'est par le lot n° 1 643 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ayessou Adadé, inspecteur du cadastre demeurant à Lomé-Nyékonakpoè, mandataire de M. Agamah Koffi Messan, électricien à Lomé, suivant réquisition du 19 mai 1988, n° 13 639.

Le mercredi 28 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 00 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 1 378, à l'est par le lot n° 1 385 et à l'ouest par le lot n° 1 384 A ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kavegué Ameyo, épouse Sama, institutrice en retraite demeurant à Lomé-Tokoin Hédzranawoé, suivant réquisition du 2 juin 1988, n° 13 565.

Le lundi 12 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao-Gakli, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 5 ca et borné au nord par le lot n° 903, au sud par le lot n° 901, à l'est par une rue de 14 m et à l'ouest par le lot n° 893 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Salako Komlan Sassala, employé à la banque centrale (BCEAO) demeurant à Lomé-Tokoin Casablanca, suivant réquisition du 16 juin 1988, n° 13 694.

Le mardi 16 mai 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 34 ca, connu sous le nom d'Aviation-Adidomé et borné au nord par le lot n° 53, au sud par le lot n° 49, à l'est par le lot n° 51 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ayikutu M. Agbébavi, magasinier demeurant à Lomé, suivant réquisition du 4 août 1988, n° 13 770.

Le jeudi 8 juin 1989 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 66 ca, connu sous le nom de Fiové-Demakpoé et borné au nord par les lots n° 882 et 883, au sud par une rue non dénommée de 16 m, à l'est par le lot n° 884 et à l'ouest par le lot n° 886 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. d'Almeida Amakoé Kouassi, employé d'assurance à G T A, suivant réquisition du 9 septembre 1988, n° 13 832.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Têté WILSON BAHUN.

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 15 088 RT, vol. LXXVI, folio 138 appartenant à M. Bruce Kouakou Ahlin, agent de BIPG, demeurant à Libreville.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte des copies des Titres fonciers n°s 1 322, vol. VII, folio 193 et 1 323, vol. VII, folio 194 appartenant au sieur (E.) Hlomador, commerçant demeurant et domicilié à Kpalimé-Cercle de Kloto.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 12 804 RT, vol. LXV, folio 58 appartenant à la dame Date-Bénissan Gassoussi, née Fangbegnon, commerçante, demeurant à Lomé-Tokoin, Rue Robert.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 4 de Kloto, vol. I, folio 4, appartenant aux héritiers de feu T. Wilson Tamakloé Amégbor, demeurant tous à Lomé.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 2 161 TT, vol. XII, folio 33 appartenant à M. Kponton S. Sanvi, commissaire de police, demeurant et domicilié à Lomé.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 9.918 R.T. Volume L Folio 179 appartenant au feu Blewoussi K. (ex-François) demeurant à Lomé, 275 Boulevard circulaire.

(Pour deuxième insertion)

